

INFOGRAPHIE - Une étude souligne de nombreuses pratiques douteuses et coûteuses en matière de gestion, datant de la précédente mandature socialiste.

Le premier audit financier et juridique, voulu par Valérie Pécresse et réalisé par le cabinet Ernst & Young, dont *Le Figaro* dévoile aujourd'hui les principaux résultats, souligne les failles de la dernière mandature socialiste en matière de gestion. Un florilège de pratiques douteuses et coûteuses. Il s'agissait pour les analystes d'Ernst & Young de comprendre comment la collectivité régionale avait géré, durant cinq ans, un budget annuel d'environ 5 milliards d'euros. L'étude observe une «nette dégradation de la santé financière de la collectivité depuis 2010» en soulignant une augmentation plus rapide des dépenses que des recettes. L'épargne de gestion a chuté de 20 %, [les dépenses d'investissement ont progressé de 3,22 %](#) et la baisse de la capacité d'autofinancement a entraîné une «forte augmentation» de la dette (+ 53 %). Pour les auditeurs, la capacité de désendettement a atteint un seuil «critique».

## Troisième région la plus endettée

Cette situation place l'Île-de-France en troisième position sur le podium des régions métropolitaines les plus endettées de France par habitant (plus de 420 euros), juste après le Nord-Pas-de-Calais et la Provence-Alpes-Côte d'Azur. En suivant cette pente, la région pourrait voir sa note dégradée par les agences de notation, rappelle l'audit, qui recense un florilège des mauvaises pratiques. Au chapitre «associations», il souligne des dysfonctionnements dans les mécanismes de subventions. Des sommes ont été versées sans que les bénéficiaires aient eu à transmettre les justificatifs exigibles. En septembre 2014, à la demande de la droite, [le président PS Jean-Paul Huchon avait reconnu le problème de ces associations](#) qui ne respectaient pas leurs obligations en 2013. Il avait cité le chiffre de 21,63 millions d'euros en précisant que cela représentait 6 % du montant total des subventions accordées.

## 71,4 % de dysfonctionnements sur 28 dossiers étudiés

Cette fois, en se penchant sur un échantillon de 28 dossiers de subventions, l'audit relève des «dysfonctionnements» dans 71,4 % des cas. À chaque fois sont pointées des insuffisances dans le suivi de la dépense et la vérification. «Je savais que la région subventionnait des associations en Afrique mais je ne savais pas qu'elle leur versait 80 % d'avance au moment du démarrage supposé de l'opération», confie, avec surprise, un membre de la direction financière. Certaines associations ont obtenu des «avances importantes» sans apporter de justification sur l'utilisation des fonds.

Le rapport souligne également une hausse de 12 % des subventions au cours des cinq dernières années (+ 50 millions d'euros). Leur montant est passé de 411 à 461 millions par an en cinq ans. Au-delà du financement des associations, c'est l'efficacité de l'action publique régionale qui est pointée quand l'étude souligne, par exemple, «une forte dispersion» des fonds puisque «80 %» des bénéficiaires perçoivent des subventions inférieures à 100.000 euros. «La gestion de ce nombre conséquent de tiers est par nature génératrice de surcoûts», lit-on dans l'étude.

Autre observation: malgré une augmentation des recettes d'investissement de 274 millions d'euros (62 %), les dépenses ont progressé seulement de 51 millions (3,2 %). Mais pour maintenir son niveau d'investissements, la région a été contrainte d'emprunter massivement. «Cette croissance de l'encours de la dette, couplée à la baisse de l'épargne, a conduit à une détérioration de la capacité de désendettement», ajoute l'étude, en précisant que la région mettrait 7,8 années à se désendetter contre 3,9 années en 2010. Le Pass Navigo Unique (PNU) n'échappe pas à la critique. La perte de recettes provoquée par sa création n'a pas été compensée. Le coût net annuel estimé à 275 millions d'euros «ne semble pas soutenable pour la région», juge l'audit, alors que la précédente mandature s'était engagée à compenser cette perte et que la nouvelle équipe régionale a finalement demandé à l'État d'en assumer les conséquences financières.

## Les dépenses de personnels s'envolent

Le nombre d'agents au siège de la région s'est envolé de 7,8 %, soit 135 agents supplémentaires en cinq ans alors que, dans le même temps, [le nombre d'agents rattachés aux lycées a diminué](#) de 1 % (- 82 agents). Cela se traduit pas une augmentation globale de 16 % de la masse salariale, soit 56,9 millions d'euros. En s'intéressant à la technique dite des «gels budgétaires» employée par la région, les analystes la présentent comme un moyen de se constituer des «variables d'ajustement». Valérie Pécresse l'avait dit autrement en affirmant que les budgets votés étaient «fictifs» puisque les dépenses affichées lors du vote dans l'Hémicycle étaient gelées «dès le lendemain». Ce qui permettait à l'exécutif de débloquer seulement une partie des crédits. La méthode n'a cessé de se développer pour atteindre, en 2015, un gel de 777 millions d'euros, dont 440 millions sur le prétendu milliard des transports.

Pourquoi les conclusions de cet audit sont-elles si éloignées de celles du précédent rapport de la chambre régionale des comptes (CRC), qui avait parlé de «situation financière bien maîtrisée» pour commenter la gestion de la région entre 2007 et 2013? «Une question de forme», répond-on à la région, en faisant observer que les chiffres sur lesquels s'est appuyé Ernst & Young sont «indiscutables» et qu'il n'est pas rare que la CRC utilise, dans ses commentaires, un langage «prudent et policé».

## Aucune vision pluriannuelle

Dans l'entourage de Valérie Pécresse, on ne comprend pas pourquoi, si les recettes de fonctionnement stagnaient depuis 2010, l'Ile-de-France n'a pas fait le choix des économies, notamment sur les personnels, les compétences non obligatoires, le financement des associations, le parc automobile, la communication ou l'administration. On regrette aussi que certaines procédures de contrôle qui existent au niveau national aient fait défaut au plan régional. Et l'on trouve «incroyable» par exemple que la région n'ait pu disposer d'aucune vision pluriannuelle financière sur ses investissements et que son système de gestion ne soit pas passé à l'ère numérique.

La présidente de la région pourra-t-elle garantir une meilleure gestion des deniers publics? [Valérie Pécresse a déjà lancé plusieurs chantiers](#). Elle veut renforcer la direction générale des services, les outils d'inspection, les procédures d'audit interne et le respect des règles en matière de subventions. «Il faut mettre fin à une dilution des responsabilités et apprendre à faire mieux avec moins, en comprenant que les choix politiques devront tenir compte,

désormais, de la réalité des finances régionales», prévient-on dans l'entourage de Valérie Pécresse.

## Subventions sans contrôle

L'audit des subventions de la région Île-de-France a été réalisé à partir d'un échantillon de vingt-huit dossiers. Les analystes pointent des «dysfonctionnements». «La région est très rarement destinataire de documents permettant d'établir que le projet a bien été réalisé ou est en cours de réalisation», tance le rapport. Par exemple, il n'y a pas de bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, pour Les amis de la télé libre (35.000 euros par an) ou Kygel Théâtre (40.000 euros). L'attribution de 543.000 euros au Centre Hubertine Auclert ne s'accompagne pas du compte rendu financier exigible, [ni du bilan et aucun contrôle annuel n'est vérifiable](#). Lorsque Euroartcitizens a fait une demande d'avance de 80 % des 100.000 euros de sa subvention, les fonds ont été débloqués mais le dossier ne présente ni compte rendu, ni rapport d'activité, ni contrôle annuel. Étrangement, cette association a fait une demande d'avance sans réclamer le solde. Au-delà de l'audit, plusieurs «perles» ont été découvertes par la nouvelle majorité: 100.000 euros accordés au peuple d'Équateur Sarayaku, 100.000 euros pour la Fête de *L'Humanité*, un hôtel particulier au cœur de Paris (Fortuny) loué 300 euros par semaine, un numéro «jeunes violences écoute» pesant 300 euros la communication pour une efficacité de dix appels par jour, une délégation de six élus et 17 agents s'invitant au Festival de Cannes pour 258.000 euros, transport et hébergement compris...

